

Education nationale/Conasysed

La grève illimitée continue

Merlin Mbina

« Il apparaît clairement dans nos esprits que Florentin Moussavou est, à l'évidence, l'exécutant du machiavélique plan de génocide intellectuel perpétré contre la jeunesse gabonaise. Son attitude traduit cette volonté de ne pas proposer des solutions immédiates et sérieuses aux maux qui ont fait de cette rentrée scolaire un mémorable échec ». Tels sont les mots qui expriment le dédain et le mépris que le ministre de l'Education nationale a à l'égard de ses partenaires, précisément ceux de la Convention nationale des syndicats du secteur éducation (Conasysed). Deux semaines après le lancement du mouvement général de grève illimitée, ceux-ci ont tenu à se rencontrer au plateau sportif de la cité Awendjé, à Libreville, pour faire un état des lieux de ce qui a été fait depuis le début de la grève. Prenant la parole, les membres et dirigeants de la Conasysed ont tenu à exprimer leur indignation face aux agissements de Florentin Moussavou. Lequel était assisté du ministre du Budget lors de la rencontre dont il était l'initiateur. Il a fait fi des points essentiels à l'origine



Le leader de la Conasysed s'insurge contre le mépris affiché par la tutelle.



Les enseignants poursuivent le mouvement de grève générale illimitée.

du mécontentement des membres de la centrale syndicale.

Au nombre de ces points nécessaires à une éventuelle reprise effective des cours, figurent, entre autres, le paiement des vacances des examens, le paiement de la Prime d'incitation à la performance (PIP) du 2^{ème} trimestre, le paiement des rappels solde des enseignants, l'annulation de la mesure relative à la nouvelle trouvaille qu'est le double flux, l'annulation immédiate des affectations arbitraires dont sont victimes les responsables de la base

syndicale de la Nyanga. De surcroît, ils subiraient des pressions des soi-disant notables qui se substitueraient au ministère de tutelle, la réouverture immédiate du concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure (ENS) ainsi que le problème des effectifs pléthoriques qui, selon Mintsa Mba, serait « l'une des causes principales du nivellement au rabais constaté depuis quelques années ». Aussi a-t-il ajouté : « il est utopique de penser qu'un enseignant de français affecté dans un établissement et tenant trois ou quatre salles de

classe de 80 ou 90 élèves soit en mesure d'évaluer objectivement l'ensemble de ces apprenants sur un sujet de dissertation. C'est un exemple parmi tant d'autres et arêtons de jouer au chat et à la souris. L'éducation est le socle sur lequel doit reposer notre espoir de développement et bien de pays peuvent nous servir d'exemples ».

Autant de doléances qui n'ont nullement attiré l'attention de Florentin Moussavou qui, en invitant les syndicalistes au dialogue, a, délibérément, choisi de ne point faire intervenir le ministre des Finances qui, en l'espèce, est un partenaire incontournable au regard des revendications susmentionnées (dixit Marcel Libama,

charismatique et éminent membre de la Conasysed). Emboîtant le pas à son camarade, Louis Patrick Mombo a clairement mentionné que les négociations sont au point zéro. « C'est triste que nos gouvernants traitent avec autant de légèreté les problèmes de l'éducation, alors que chacun de nous doit assumer ses responsabilités », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, le bureau directeur de la Conasysed a invité les membres de la centrale syndicale à être vigilants, mobilisés et à ne pas lâcher prise du fait des intimidations, menaces et persécutions dont ils seraient victimes.

Abordant le point relatif au service minimum que leur

imposerait leur tutelle, ces derniers ont, sur le fondement des principes et droits fondamentaux, reconnus par l'Organisation internationale du travail, déclaré : « le secteur de l'enseignement en tant que secteur non essentiel au sens de l'organisation internationale du travail, n'est pas assujéti au service minimum ». Et au regard du mépris du gouvernement, rien de positif ne peut être fait. La grève continue, le combat continue. Tous les enseignants épris de liberté et de changement doivent être debout derrière le directoire de la Conasysed. C'est la seule alternative que nous propose le gouvernement : pas de respect de leurs engagements, pas de reprise de cours.

Malaise à l'Ecole normale supérieure

Mécontents, les élèves montent